

# enquête

les graffitis ou à déplacer de lourdes charges telles que les aspirateurs et les poubelles. « Une restriction d'aptitude se traduit fréquemment par un licenciement, faute de poste de reclassement... Certains ne la demandent que pour attendre l'invalidité », confie Annick Delaunay.

Encore s'agit-il là de victimes qui rencontrent le médecin du travail. Car les salariés de ce secteur se retrouvent souvent exclus de tout suivi médical. « Certains n'ont pas vu un médecin du travail depuis des années, signale Etienne Deschamps. Des entreprises refusent de rémunérer le temps de visite médicale ou s'abritent derrière la multiplicité d'employeurs. » Martine Arsac se félicite que les employés du nettoyage qu'elle contrôle disposent de gants, de masques et d'informations sur les risques professionnels. Mais la plupart de ses collègues attendent vainement des précisions sur les produits utilisés par les salariés. « Une cellule toxicologique existe à la SNCF, mais des produits non homologués sont employés, notamment pour le traitement des graffitis », souligne le Dr Serge Opadowski. Ce médecin du travail regrette qu'aucune enquête ne soit faite sur des expositions à l'amiante parmi les sous-traitants, alors que la surveillance postprofessionnelle est systématique pour les cheminots. Quelques médecins du travail

pensent visites sur le terrain, plans de prévention, aménagements ou rotations sur les postes... Mais ils ont en charge une multitude de minuscules chantiers, où une ou deux personnes s'affairent en dehors des heures ouvrables.

## Zone de non-droit

Difficile, dans ce contexte, de faire reconnaître une maladie professionnelle. « Les maladies existent, mais pas une n'est reconnue d'origine professionnelle », assure Hamidi Bachir. Ainsi, malgré une série de séances de kinésithérapie et le port d'une ceinture lombaire, Faty Mayant n'a pas déclaré sa lombalgie. D'autres ne se soignent pas ou improvisent un traitement, notamment pour des dermatoses, très fréquentes.

Les CHSCT jouent-ils leur rôle ? Ils en existent peu et encore moins d'actifs. « Les directions essaient souvent d'acheter les délégués par des promotions rapides », affirme Etienne Deschamps. Serge Levy, militant CGT de l'union locale Paris 14<sup>e</sup>, partage cette analyse et mise plutôt sur l'intervention des équipes syndicales présentes chez les donneurs d'ordre. Pierre Lespagnol, cheminot et militant Sud Rail, aide ainsi Sud Nettoyage à la SNCF, à la RATP ou ailleurs. Mais face à des immigrés mal informés, les employeurs n'hésitent pas à contester les droits,

à tricher sur les horaires et les dates des arrêts de travail, voire à trafiquer les élections... « Nous allons au tribunal pour des broutilles... Il a fallu un an pour avoir des élections honnêtes chez Challancin », confie Pierre Lespagnol. Stop Précarité, regroupe-

**« Certains salariés n'ont pas vu un médecin du travail depuis des années. Des entreprises refusent de rémunérer le temps de visite médicale ou s'abritent derrière la multiplicité d'employeurs. »**

ment de jeunes délégués fonceurs, juge que le nettoyage constitue « l'exemple même de tiers-mondisation de l'emploi avec l'exploitation en France d'une main-d'œuvre immigrée soumise à des conditions de travail indignes et illégales dans l'indifférence des pouvoirs publics ». Pour l'association Attac de Paris 10<sup>e</sup>, « c'est une délocalisation sur place ». ■

(1) Enquête menée auprès de 924 ouvriers nettoyeurs. Voir le n° 63 des Documents pour les médecins du travail, INRS, 1995.

(2) La propreté, étude réalisée par la société BIPE, La Documentation française, 2000.

(3) Enquête menée en 1998 auprès de 506 salariés par dix médecins du travail de la région Centre. Pour tout renseignement, contacter le Dr Gilles Levéry. Tél.: 02 47 73 70 80.